

Unité départementale des Vosges

Strasbourg, le 20/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

OI France SAS

28 rue d'Alsace

BP 1

88170 Gironcourt-Sur-Vraine

Références : S-25-556RP

Code AIOT : 0006202256

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2025 dans l'établissement OI France SAS implanté 28 rue d'Alsace BP 1 88170 Gironcourt-sur-Vraine. L'inspection a été annoncée le 03/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'exploitant a changé son four 4 par une nouvelle technologie posant de grandes difficultés de réglage et par conséquent une absence de maîtrise des rejets atmosphériques.

Par le mélange des flux des fours 3 et 4 au niveau du traitement, le four 3 est impacté par cette modification.

La visite d'inspection est réalisée dans le cadre de la procédure pénale engagée en 2024 sur la non conformité de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 02 juillet 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OI France SAS
- 28 rue d'Alsace BP 1 88170 Gironcourt-sur-Vraine
- Code AIOT : 0006202256
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'AIOT contrôlée est une verrerie de verre d'emballage soumise à autorisation pour une capacité journalière de 1 055 tonnes de verre par jour. Le contrôle a porté sur les arrêtés de mise en demeure non levés et la maîtrise des rejets atmosphériques. Le référentiel réglementaire était donc constitué :

- de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 février 2020 ;
- des arrêtés préfectoraux de mise en demeure du 02 juillet 2021, du 15 janvier 2024 et du 01 octobre 2024 ;
- de l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 relatif relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Levée de Mise en Demeure	AP de Mise en Demeure du 15/01/2024, article 1	Demande d'action corrective	3 mois
2	Respect des Valeurs limite d'émission	AP de Mise en Demeure du 02/07/2021, article 1	Amende	3 mois
4	Flux de polluants rejetés à l'atmosphère	Arrêté Préfectoral du 11/02/2020, article 3,2,4	Mise en demeure, respect de prescription, Prescriptions complémentaires	6 mois
5	Modalité de surveillance réglementaire	AP de Mise en Demeure du 01/10/2024, article 2	Prescriptions complémentaires	8 mois
6	Mesures comparatives	Arrêté Préfectoral du 11/02/2020, article 10,1,2	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
7	Programme de surveillance des émissions	Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 71	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
8	Surveillance environnementale	Arrêté Préfectoral du 11/02/2020, article 10,3,2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Programme de travaux	AP de Mise en Demeure du 02/07/2021, article 2	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans ce contexte, les constats ont mis en exergue le non-respect des prescriptions reprises par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 02 juillet 2021 relatif au dépassements des dioxyde de soufre (SO₂). Un projet d'arrêté d'amende est proposé en annexe pour les dépassements des mois de février et mars 2025 pour le four 3.

De même, les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 01 octobre 2024 relatives à la mise en place d'appareils de mesure continues du débit pour tous les fours ne sont pas respectées. Ce délit fait l'objet d'une procédure pénale auprès du Procureur de la République.

Par ailleurs la visite d'inspection a montré que les émissions atmosphériques en concentration ou en flux horaires ne respectent pas les Valeurs Limites d'Emissions (VLE) pour les fours 3, 4, 5 sur les paramètres suivants :

- pour le four 5 : flux en poussière, en SO₂ ;
- pour le four 3 : concentration en HCl, en NO₂, concentration et flux en poussière ;
- pour le four 4 : concentration en poussière, en NO₂, en SO₂.

Les flux horaires ne sont pas inscrits dans le suivi des mesures continues des différents polluants.

Pour ces constats l'inspection propose un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure avec un délai de 6 mois pour se conformer aux VLE et flux de l'arrêté préfectoral.

De plus, lors de la visite du 23 mai 2024, l'inspection demandait dans un délai de 6 mois la mise en œuvre par des méthodes normalisées de référence (assurances qualité QAL2 et QAL 3) des appareils de mesure pour tous les polluants, réglementées par l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale. La visite a permis de montrer l'absence de mise en œuvre de méthode normalisée. L'inspection propose donc un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure avec un délai de 6 mois pour se conformer à l'arrêté ministériel en vigueur

Pour l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 15 janvier 2024, celui-ci peut être levé car l'exploitant a transmis les éléments nécessaires sur les événements des réservoirs de stockage de FOD. Néanmoins, il doit transmettre les éléments demandés au sujet du compteur du traitement d'injection à la chaux pour l'année 2025 dans un délai de 3 mois.

Enfin, les constats montrent une défaillance de la maintenance dans les unités de traitements (dysfonctionnement du dévoluteur) et des équipements des mesures continues (opacimètre en dysfonctionnement pendant 1 mois). Des rectifications des concentrations et flux sont à prévoir dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 février 2020.

Afin d'améliorer la maîtrise des émissions atmosphériques, l'inspection propose un projet d'arrêté préfectoral complémentaire avec un délai de 6 mois qui porte sur :

- modification de flux de paramètres tels que les Composés Organiques Volatiles (COV) ;
- un suivi préventif des équipements des unités de traitements avec un détail d'action et de date de contrôle ;
- la gestion des situations particulières pour faire face aux difficultés des appareils de mesure à mettre en œuvre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Levée de Mise en Demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/01/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Levée de Mise en Demeure
Prescription contrôlée : Sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté : <ul style="list-style-type: none">• le registre des incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés. Ce registre intégrera les incidents répertoriés sur l'année 2023 ;• une procédure relative aux conditions d'exploitation spécifique en cas d'opération spéciale susceptibles de perturber le bon fonctionnement des systèmes ;• une procédure relative à l'évacuation des eaux pouvant s'accumuler dans la rétention des réservoirs FOD ainsi que sur l'aire de dépotage ;• les éléments justifiant que les événements des réservoirs de stockage de FOD sont visibles depuis le point de livraison. Pour le 31 janvier 2025 un état des compteurs d'indisponibilité 2024 des unités de filtrations des fours justifiant le respect une durée annuelle d'indisponibilité inférieure à 250 h.
Constats : Les procédures demandées et les éléments justifiant que les événements des réservoirs de stockage de FOD, ont été transmis à l'inspection pendant l'année 2024 par l'exploitant. Par courriel du 14 mars 2025, l'exploitant a envoyé également le registre des incidents de 2025 et le journal d'entretien à l'inspection. Concernant le compteur d'indisponibilité de 2024, le relevé des mesures continues montre les valeurs suivantes pour les indisponibilités pour l'électrofiltre : <ul style="list-style-type: none">• Four 3 : 193,5 heures ;• Four 5 : 3 heures. Néanmoins, l'injection de chaux est considérée comme un traitement qui doit être comptabilisé. Ces éléments ont déjà fait l'objet de demandes lors de l'inspection du 23 mai 2024. A ce jour l'inspection n'a pas d'élément de suivi. Elle considère le suivi des compteurs d'indisponibilité incomplet.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre le compteur d'indisponibilité de 2024 pour les unités de traitement (électrofiltre et l'injection de chaux) dans un délai de 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Respect des Valeurs limite d'émission

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/07/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Four 3
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral n° 11/2020/ENV :</u></p> <p>Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites définies aux articles suivants, les volumes de gaz étant rapportés :</p> <ul style="list-style-type: none">• des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;• à une teneur en O2 fixée à 8 %. <p>Les concentrations et flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes : [...]</p> <ul style="list-style-type: none">• Oxyde de soufre (exprimé en SO2) : 500 mg/Nm3 [...] <p><u>Article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 02 juillet 2021 :</u></p> <p>La société O-I FRANCE SAS, dont le siège social est situé au 64 Boulevard du 11 novembre 1918 - 69100 Villeurbanne, est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations situées sur la commune de Gironcourt-sur-Vraine :</p> <ul style="list-style-type: none">• les Valeurs Limites d'Emission (VLE) fixées à l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral n° 11/2020/ENV susvisé, sous un délai de six mois. <p><u>Article 34 de l'AM DU 12/03/2003 :</u></p> <p>Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par heure pour les effluents gazeux et pour les effluents liquides au moins une mesure représentative par jour), les valeurs limites sont considérées comme respectées lorsque les résultats des mesures font apparaître simultanément que :</p> <ul style="list-style-type: none">• aucune concentration moyenne journalière après soustraction de la valeur de l'intervalle de confiance (*) indiqué en note (1) ne dépasse la valeur limite fixée par l'arrêté d'autorisation.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a respecté la valeur limite d'émission pour les mesures continues en SO2 du mois d'octobre 2024 à janvier 2024 pour le four 3.</p> <p>Les émissions des conduits 3 et 4 sont réunies au niveau des traitements (électrofiltre et injection de chaux) pour former qu'un seul flux. Ils sont de nouveaux séparés en deux conduits distincts avec une concentration identique pour chaque polluant mais sans connaissance de leur débit et de leur flux.</p> <p>Le redémarrage du four 4 avec la nouvelle technologie utilisée (combustible oxygène et gaz) rencontre de grandes difficultés de mise en œuvre dû à l'équipement de fabrication d'oxygène (VSA). L'exploitant est contraint d'arrêter et de redémarrer fréquemment l'installation pour des raisons techniques et de nuisances sonores. Ce réglage complexe influe sur la combustion du four de verrerie et les émissions atmosphériques. Plusieurs mails (07 et 17 mars 2025) de l'exploitant ont été envoyés à l'inspection pour l'informer des difficultés de la mise en œuvre de cette technologie.</p>

<p>Étant donné la connexion du four 3 avec le four 4 au niveau du traitement des émissions, l'exploitant a exposé à l'inspection les mesures continues du four 3 relevées en février 2025 qui dépassent les Valeurs Limites d'Emissions (VLE) en SO₂. En moyenne les VLE sont de 515 mg/NM₃.</p> <p>L'exploitant informe l'inspection que le four 4 n'est toujours pas opérationnel au mois de mars, et que les rejets atmosphériques sont similaires à février 2025.</p> <p>Le jour de la visite (24 mars 2025), l'inspection a relevé la mesure de 1 430 mg/NM₃ soit une mesure corrigée de 1 150 mg/NM₃.</p> <p>Par ailleurs les mesures réglementaires réalisées par un bureau de contrôle agréé montrent des non conformités :</p> <ul style="list-style-type: none"> le rapport du laboratoire de contrôle daté du 30 août 2024 indique une concentration en SO_x de 523 mg/Nm₃. <p>Le rapport du laboratoire de contrôle daté du 31 janvier 2025 (intervention 16 janvier 2025 en fonctionnement normal) indique une concentration en SO_x de 636 mg/Nm₃.</p> <p>Au vue des constats et de l'historique, l'inspection propose des amendes administratives pour les mois de février et de mars.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Amende
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Programme de travaux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/07/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Four 3
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sous un délai de six mois, un descriptif des travaux éventuellement réalisés afin de se conformer aux valeurs limites d'émissions atmosphériques prescrites à l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral n° 11/2020/ENV susvisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Ces éléments ont été remis le 06 décembre 2024 avec un calendrier des interventions :</p> <ul style="list-style-type: none"> travail sur la réduction de la quantité du sulfate introduite dans la pâte à verre en juin 2024 ; intervention de maintenance sur le dévôteur de l'électrofiltre F3/F4 le 10 décembre 2024 ; essai avec nouvelle chaux pour le traitement de fumées en janvier 2025. <p>Ces travaux pourraient réduire les émissions de SO_x de 30 % selon l'exploitant. Les résultats n'ont pas pu être constatés en raison du dysfonctionnement du four 4.</p> <p>Cette prescription est considérée respectée et la mise en demeure peut être levée sur ce sujet.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Flux de polluants rejetés à l'atmosphère

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/02/2020, article 3,2,4

Thème(s) : Risques chroniques, Flux de l'AP

Prescription contrôlée :

Paramètre	Concentration en mg/Nm3 Four 3 Four 4	Concentration en mg/Nm3 Four 5	Flux en kg/h Four 3 Four 4	Flux en kg/h Four 5
Poussières	20	20	1	0,4
SO ₂	500	500	25	10
NO _x	800	600	40	12
HCl	10	10	0,5	0,2

Constats :

Le rapport du laboratoire de contrôle daté du 30 août 2024 indique les mesures suivantes :

Four 5 :

- Flux de poussière de 0,7 kg/h (au lieu de 0,4 kg/h) ;
- Flux de SO_x de 28 kg/h (au lieu de 10 kg/h).

Four 3 :

- Concentration de HCl de 16 mg/ Nm3 (au lieu de 10 mg/ Nm3)

Pour les SO_x, l'exploitant a justifié les dépassements de flux pour le four 5 par la mauvaise qualité du dévôteur de l'injection à chaud. Le changement n'est pas prévu avant juin 2025 pour cause d'indisponibilité de la pièce concernée et du prestataire. Cela implique une non conformité des concentrations et flux en SO_x jusqu'à cette date.

Un suivi préventif est nécessaire pour appréhender les défaillances des équipements. L'inspection propose un projet d'arrêté préfectoral complémentaire pour demander à l'exploitant de réaliser un suivi préventif des équipements des unités de traitements sous 8 mois.

Les mesures continues pour la poussière du four 3 du 01 au 11 février 2025 indiquent une moyenne en concentration de 39 mg/Nm3 au lieu de 20 mg/Nm3 et un flux horaire de 0,62 kg/h au lieu de 0,4 kg/h.

Le jour de la visite (24 mars 2025), l'inspection a relevé la mesure de 1 200 mg/NM3 pour le NO_x soit une mesure corrigée de 960 mg/NM3 au lieu de 800 mg/Nm3.

Le four 4 n'a pas été surveillé pour les mois de février et mars 2025. Néanmoins étant donné le mélange des émissions atmosphériques des fours 3 et 4 et les non conformités des VLE du four 3, l'inspection en déduit que le four 4 présente les mêmes concentrations que le four 3. Aussi le rejet au niveau de ce conduit ne respecte pas les valeurs limites d'émissions en concentration.

Lors de la précédente visite d'inspection de 2024, il a été demandé à l'exploitant de calculer le flux horaire journalier pour tous les polluants faisant l'objet d'une surveillance continue. Les éléments envoyés le 14 mars 2025 à l'Inspection n'indiquent pas de flux journaliers.

Par ailleurs, les flux horaire mentionnés dans l'arrêté préfectoral (AP) du 11 février 2020 doivent être complétés :

- le flux pour les COV sont manquants ;
- le flux des amines pour le conduit 5 dépasse les valeurs théoriques autorisées ($F = c \cdot \text{debit} = 5 \times 27\,000 = 0,135 \text{ kg/h}$) ;
- le formaldéhyde étant un COV à mention « substance cancérigène », sa concentration est limitée à 2 mg/m³ ou bien doit être justifiée ;
- le flux des conduits 3 et 4 est défini comme un flux total des émissaires 3 + 4.

Pour les non-conformités en flux et concentrations, l'inspection propose à Madame la Préfet une mise en demeure avec un délai de 6 mois pour le respect :

- des flux de poussières et de SO_x pour le four 5 ;
- des concentrations de HCl, poussières et NO_x pour le four 3 ;
- des concentrations de HCl, poussières, SO_x et NO_x pour le four 4.

Concernant les flux horaires de l'AP précité et le suivi préventif des traitements, l'inspection propose un projet d'arrêté préfectoral complémentaire en annexe.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Pour les non conformités relatives aux concentrations et flux, l'exploitant doit justifier du respect des valeurs limites d'émissions dans un délai de 6 mois :

- des flux de poussières et de SO_x pour le four 5 ;
- des concentrations de HCl, poussières et NO_x pour le four 3 ;
- des concentrations de HCl, poussières, SO_x et NO_x pour le four 4 ;
- des présences des valeurs des flux horaires sur chaque polluant et des fours des mesures continues.

Un arrêté préfectoral complémentaire est proposé afin de prescrire à l'exploitant la réalisation d'un suivi préventif des équipements des unités de traitements sous 8 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, prescriptions complémentaires

Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Modalité de surveillance réglementaire

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 01/10/2024, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Modalité de surveillance réglementaire
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de justifier du respect des dispositions de l'article premier de la présente injonction préfectorale, la société O-I France SAS devra fournir au Préfet des Vosges sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté :</p> <ul style="list-style-type: none">• un appareil de mesure pour l'autosurveillance du débit de tous les conduits (3,4,5) ;• le fonctionnement de l'opacimètre pour les fours 3 et 4 afin d'avoir une mesure continue pour les poussières ;• les résultats de mesures réglementaires pour tous les conduits et les polluants de l'établissement, réalisés par un laboratoire agréé.
<p>Constats :</p> <p>Les opacimètres pour les fours 3 et 4 ont été installés fin 2024. Néanmoins, l'inspection note des absences de mesures du 11 février au 04 mars 2025. Cette période correspond également aux dysfonctionnements du four 4 dont les émissions atmosphériques en poussières sont présumées être non conformes aux Valeurs Limites d'Emissions (VLE) de l'arrêté préfectoral susvisé.</p> <p>L'exploitant doit assurer une mesure continue des émissions atmosphériques pour répondre à la conformité d'une surveillance continue de ces rejets. Il est donc proposé un projet d'arrêté préfectoral complémentaire sur la gestion des situations particulières pour faire face aux difficultés des appareils de mesure à mettre en œuvre dans un délai de 6 mois.</p> <p>Le rapport de bureau de contrôle daté du 30 août 2024, complété par celui du rapport du 31 janvier 2025 permettent de confirmer la réalisation de mesures réglementaire de l'ensemble des paramètres pour les four 3 et 5.</p> <p>L'exploitant n'a pas installé d'appareils de mesure pour l'autosurveillance du débit dans tous les conduits (3, 4, 5). Il expose des difficultés dans les travaux d'alimentation électrique, et notamment la disponibilité du prestataire (PROTEIS). La mise en place de l'alimentation électrique est réalisée la semaine du 10 mars 2025 avant de pouvoir déclencher l'installation.</p> <p>Les commandes des 3 Venturi permettant la mesure des débits des fumées des cheminées ont été réalisées en janvier 2025 (n° 4531360566 et 4531351690).</p> <p>L'exploitant n'a pas de date de réalisation d'installation d'appareil de mesure continue pour les débits des trois fours.</p> <p>L'inspection considère que la mise en demeure sur l'installation des appareils de mesure pour l'autosurveillance du débit de tous les conduits (3, 4, 5) dans le délai imparti n'est pas respectée et propose un projet d'arrêté d'astreinte.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit installer les appareils de mesure de débit pour les 3 fours.</p> <p>Il met en œuvre la procédure de gestion des situations particulières pour faire face aux difficultés des appareils de mesure dans un délai de 8 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires
Proposition de délais : 8 mois

N° 6 : Mesures comparatives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/02/2020, article 10,1,2
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures comparatives
Prescription contrôlée : Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.
Constats : Le rapport du laboratoire de contrôle daté du 31 janvier 2025 (intervention 16 janvier 2025 en fonctionnement normal) indique une concentration en SOx de 636 mg/Nm3. Les mesures continues réalisées avec intervalle de confiance, le même jour indiquent 441 mg/Nm3 (sans incertitude 541 mg/Nm3). Aussi la comparaison entre les résultats de mesure continues avec l'incertitude et ceux de la mesure réglementaire ne permet pas de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées. L'inspection propose un arrêté préfectoral de mise en demeure avec un délai de 6 mois pour se mettre en conformité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit démontrer la correspondance des mesures comparatives entre les résultats des mesures réglementaires et ceux des mesures continues dans un délai de 6 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Programme de surveillance des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 71
Thème(s) : Risques chroniques, Programme de surveillance des émissions
Prescription contrôlée : <u>Extrait de l'article 71 de l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 :</u> En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 02 février 1998 modifié s'appliquent. [...] <u>Extrait de l'article 58 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 :</u> [...] II. Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvements et analyses) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence. [...]
Constats : Lors de précédente visite d'inspection de 2024, l'inspection a demandé à l'exploitant la réalisation pour chaque appareil de mesure en continu les assurances qualité QAL 2 et QAL 3 conformément à la réglementation en vigueur ou tout autre méthode normalisée que l'exploitant serait capable de justifier auprès de l'inspection dans un délai de 6 mois. L'exploitant a transmis en date du 14 mars 2025 les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">• les commandes des prestations pour les QAL 2 et QAL 3 réalisées auprès du bureau de contrôle APAVE le 16 janvier 2025 ;• le courriel d'échange pour la réalisation des QAL 2 les semaines 24 au 26, en même temps que les mesures de rejets atmosphériques entre le 10 et le 27 juin 2025. Le délai pour la mise en conformité des appareils de mesure suite à l'intervention du laboratoire de contrôle est de minimum 3 mois ce qui implique des mesures en continu non représentatives jusqu'à fin septembre 2025. Par ailleurs la comparaison des valeurs mesurées par un laboratoire de contrôle et les mesures en continue ne permet pas de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que la représentativité des valeurs mesurées. De plus, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter une programmation pour la réalisation du QAL 3. L'inspection propose donc un arrêté préfectoral de mise en demeure avec un délai de 6 mois la réalisation pour chaque appareil des mesures fiables, répétables et reproductibles par des méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifie de la réalisation pour chaque appareil des mesures fiables, répétables et reproductibles par des méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, par notamment la transmission des rapports et procédure dans un délai de 6 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Surveillance environnementale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/02/2020, article 10,3,2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance environnementale
Prescription contrôlée : L'exploitant met un œuvre le plan de surveillance des retombées des rejets atmosphériques sur le milieu environnant communiqué à l'inspection en date du 07 mai 2019. Le plan porte à minima sur les paramètres suivants : <ul style="list-style-type: none">• les métaux suivants : Arsenic, Cadmium, Plomb, Chrome, Chrome hexavalent, Cobalt, Mercure, Nickel et Sélénium ;• les particules sédimentables et en suspension ;• le dioxyde de soufre SO₂ ;• le dioxyde d'azote NO₂ ;• l'acide chlorhydrique HCl ;• le sulfure d'hydrogène H₂S ;• les composés organiques volatils suivants : Benzène et Formaldéhyde. Le plan de surveillance comporte au minimum : <ul style="list-style-type: none">• deux points de référence ou témoins ;• deux points dans les zones d'impact maximum des installations ;• autant de points supplémentaires que de zones proches du site dites sensibles de type habitation, école, maison de retraites, etc. Les prélèvements et analyses devront être réalisés une fois par an et s'établir sur une durée : <ul style="list-style-type: none">• de 14 jours minimum pour les méthodes de prélèvements actives ;• de 30 jours plus ou moins deux jours pour les méthodes de prélèvement passives et les mesures des retombées.
Constats : L'exploitant a envoyé par courrier du 16 mars les surveillances environnementales de 2023 et 2024 qui montrent l'absence de mesures le dioxyde de soufre SO ₂ , l'acide chlorhydrique HCl, le sulfure d'hydrogène H ₂ S, les composés organiques volatils suivants : Benzène et Formaldéhyde. Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a exposé la surveillance environnementale pour 2025 où ces mesures ont été effectuées. La campagne de mesure réalisée du 23 janvier au 20 février 2025 montre des résultats en SO _x (1,6 µg/m ² /j) inférieurs au seuil de la qualité de l'air (20 µg/m ² /j). Comme l'inspection est en attente de ce document, la conformité de la prescription n'est pas avérée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre la mesure de la campagne du mois de février 2025 à l'inspection dans un délai d'un mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois